



npa2009.org

LOI TRAVAIL, ÇA SUFFIT! 4 MOIS APRÈS, ON VEUT TOUJOURS SON RETRAIT!

La journée de mobilisation du 14 juin a été la plus forte depuis le début du mouvement avec plusieurs centaines de milliers de manifestants. Quatre mois de grèves, d'actions, de réunions ont montré que les salariéEs ne veulent pas de cette loi et de ce gouvernement.

LE CASSEUR, C'EST LE GOUVERNEMENT

60 % de la population soutient le mouvement contre la loi Travail. Mais le gouvernement souhaite maintenant interdire les manifestations ! Le prétexte est la présence de quelques centaines de "casseurs" parmi des centaines de milliers de manifestants. Le gouvernement s'indigne des vitres brisées de l'hôpital Necker. Mais l'hôpital public ne souffre pas de quelques bris de verre mais des multiples coupes budgétaires !

C'est bien contre cette politique, qui casse les services publics, qui cassent nos vies, qui pillent les richesses que nous produisons, que la mobilisation s'est massivement développée.

UNE SEULE RÉPONSE: CONTINUER LA LUTTE

Depuis 4 mois, la classe ouvrière et la jeunesse reprennent du souffle, reprennent confiance dans la force du nombre. Le gouvernement a lâché quelques garanties aux secteurs les plus mobilisés : les raffineurs, les routiers, les cheminots. Mais il n'a pas lâché sur l'essentiel, l'inversion de la hiérarchie des normes.

Le gouvernement et le patronat comptent sur l'Euro et l'été pour stopper la mobilisation. Montrons-lui que nous aurons le dernier mot ! Deux journées de grève et de manifestations interprofessionnelles et intersyndicales sont d'ores et déjà programmées, les 23 et 28 juin. Le gouvernement devra attendre fin août ou début septembre pour promulguer la loi. Nous avons donc encore des semaines pour lui pourrir la vie, en continuant les grèves, les manifestations, les rassemblements, les débats.

CE POUVOIR N'EST PAS LÉGITIME

Le 49-3, la force de la répression policière, les menaces d'interdiction de manifester, les assignations à résidences et enfin la volonté d'accélérer le plus possible le vote final de la loi, montrent que le déni de démocratie de ce gouvernement est sans limite.

Hollande, Valls et le patronat ne sont pas légitimes pour diriger la société, mais ce sont eux qui font les lois ! C'est aux exploités de prendre leurs affaires en main. C'est la seule façon de faire respecter nos intérêts et de construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

21 juin 2016

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Adresse :
.....
.....

ecrire@npa2009.org

Nom :
Prénom :
Tel :
Mail :
@.....



NPA NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
npa2009.org

Il y a 80 ans : la grève générale de mai-juin 1936. Tout était possible !

A la base, dans les entreprises, se mettent en place des comités unitaires contre la menace fasciste. Il y a 500 000 manifestants dans la rue le 14 juillet 1935.

En mars 1936, a lieu la réunification syndicale, la CGT fusionnée regroupe 800 000 adhérents.

En 1937 il y aura 4 millions de syndiqués à la CGT.

Le 1^{er} mai 1936 on dénombre 250 000 grévistes à Paris. Renault est en grève pour la première fois depuis 20 ans.

Le Front Populaire remporte de peu les élections. Il y a une immense espérance, une volonté d'action politique de ceux d'en bas.

En mai-juin 1936 ce sont 3.5 millions de grévistes sans aucune consigne centrale. Les $\frac{3}{4}$ des entreprises en grève sont occupés, sous la responsabilité d'un comité de grève. C'est la revanche sur des années d'humiliation, l'entrée dans une illégalité joyeuse, trop massive pour pouvoir être réprimée.

L'économie est paralysée...

Et le 8 juin 1936, ce sont les accords de Matignon.

Ils prévoient la mise en place de conventions collectives (attaquées aujourd'hui par le MEDEF, l'UMP et le PS), une augmentation de salaires de 7 à 15%, l'élection de délégués du personnel, les lois sur les 40 heures, **les deux premières semaines de congés payés** (des revendications absentes du programme du Front Populaire). Mais les grèves continuent... Elles cesseront fin juin.

Maurice THOREZ (PCF) le 11 juin déclare : « il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement(...) Alors il faut savoir terminer une grève dès que la satisfaction a été obtenue (...) Tout n'est pas possible ... »

Les acquis essentiels sont ceux qui ont été obtenus par la grève générale, et non par l'application du programme du Front Populaire.

Que s'est-il passé à Montbéliard ?

Le 11 juin 1936, dans le pays de Montbéliard, se déclenche une vague de grèves.

A Peugeot Sochaux elle naît le jeudi 11 juin à l'emboutissage, avec reprise le 15 juin, mais le mouvement grandit dans les autres usines et les grèves reprennent dans toute la métallurgie de la région. Le 21 juillet on compte 21 000 ouvriers en grève, avec occupation. Le ministre de l'intérieur, Roger SALENGRO se déplace et négocie le 23 juillet. Le 24 est signé la convention qui rend applicable les accords de Matignon. Le travail reprend le 27 juillet.

Imprimé par nos soins ; ne pas jeter sur la voie publique

De l'argent pour les salariés, pas pour les actionnaires !

Ce 15 juin, environ 80 militants sont allés dire ce qu'ils pensaient du PDG TAVARES et de ses 14 500 € par jour, samedi de dimanche compris, lors de l'inauguration de la plus grande concession de France.

Le PDG des concessions de Montbéliard et Voujeaucourt, Valère NEDEY, candidat aux prochaines législatives des Républicains (ex-UMP) a été glorifié par TAVARES.

Euro de foot : le trio des gagnants.

La production de grands spectacles sportifs, comme toute activité industrielle, est avant tout une affaire de business : l'objectif est de produire du cash. Les géants du BTP (Bouygues, Eiffage ...) obtiennent des contrats qui coûtent les yeux de la tête aux collectivités.

Pour les équipementiers (Nike, Adidas, Puma) l'EURO est la poule aux œufs d'or. Et l'UEFA bien sûr, qui escompte cette année une recette de 1,9 milliards d'€ sans compter le superbe cadeau fiscal de l'Etat qui l'exonère d'impôt sur les recettes liées à l'organisation de la compétition.



NEC : on n'en veut pas !

Le nouveau contrat anti-social, appelé maintenant « nouvel élan pour la croissance » ou encore « Push to pass » signifie 20% de productivité en plus, la suppression de 20% de frais de structure par usine, 1,500 milliards d'€ d'économies, le tout d'ici 2018.

Et l'on devine bien sur le dos de qui ...

Ces dernières semaines, à Sochaux, le 31 mai, 70 salariés sont rentrés dans la réunion du Comité d'Etablissement ; à Mulhouse ils étaient 1000 grévistes le 26 mai et 600 le 14 juin à Valenciennes. Les salariés réagissent. Et si nous faisons des économies sur la rémunération des actionnaires et de tous les parasites qui vivent de notre travail ?

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE
DU NPA**

Tracts, infos, tout y est !

www.npa-auto-critique.org

Bulletin NPA PSA Sochaux le 22 juin 2016